

[Traduction]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'OPPORTUNITÉ D'UNE DÉCLARATION SUR LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DES NARCOTIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. P. B. Rynard (Simcoe-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au solliciteur général s'il nous informera des mesures prises, sous l'égide de son ministère pour combattre le trafic accru des narcotiques, spécialement de la marijuana, et du recrutement de jeunes gens et d'étudiants pour distribuer ces drogues.

L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, j'aimerais informer le député que j'ai voulu répondre longuement à une question semblable du député de Red-Deer, mais que je me suis finalement soumis à monsieur l'Orateur, qui a décidé que cela était inopportun. Je serais heureux d'envoyer au député une copie de la réponse que j'ai donnée à cette occasion.

M. Rynard: Monsieur l'Orateur, le gouvernement a-t-il songé à instituer une Commission pour enquêter d'urgence sur les effets et les propriétés de la marijuana, sur ses conséquences sociales et ses répercussions physiques et psychologiques sur les jeunes, vu que nous avons maintenant besoin de renseignements plus complets au sujet de cette drogue?

L'hon. M. Pennell: Monsieur l'Orateur, je conviens avec le député que c'est une question très importante. En toute déférence, je soutiens toutefois qu'elle relève plutôt de mon collègue, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

M. Rynard: Monsieur l'Orateur, je vais suivre le conseil du solliciteur général et demander au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social si le gouvernement...

M. l'Orateur: A l'ordre s'il vous plaît. Il n'est pas nécessaire de répéter la question.

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, j'ai entendu la question et je serai heureux de l'examiner sérieusement.

QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre quelles mesures il entend prendre pour corriger ce manque de résolution et de courage dont le ministre de la Justice a parlé

à St-Jean de Terre-Neuve, hier, en évoquant les obstacles à un fonctionnement harmonieux de la Confédération.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il parlait sans doute de l'opposition.

M. Robert McCleave (Halifax): Monsieur l'Orateur, le premier ministre voudrait-il, au nom de tous les Canadiens, exprimer à Radio-Canada l'espoir que si le 6 avril, le match de hockey de la coupe Stanley coïncide avec un autre événement sportif le match sera enregistré sur ruban magnétoscopique et présenté plus tard dans la soirée?

Le très hon. L. P. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nous faisons tout notre possible pour que ces deux grands événements nationaux n'entrent pas en conflit.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, le premier ministre ne sait-il donc pas que Radio-Canada a déjà annoncé son intention de diffuser le match malgré tout?

M. J. N. Ormiston (Melville): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Comme les Sioux de la réserve Griswold, au Manitoba, ont déclaré qu'ils devraient peut-être solliciter de l'aide à l'étranger si la politique du gouvernement ne changeait pas, pourrais-je demander au ministre s'il a une idée de la source à laquelle ils vont puiser.

M. l'Orateur: A l'ordre.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NIGÉRIA—LES INITIATIVES DU CANADA POUR METTRE FIN À LA GUERRE CIVILE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David MacDonald (Prince): Monsieur l'Orateur, hier, j'ai demandé au premier ministre, au sujet du gouvernement du Biafra, si les fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures avaient reçu l'ordre d'éviter tout contact avec les hauts représentants de ce pays. Comme il l'a indiqué hier, le premier ministre a-t-il aujourd'hui la réponse à cette question?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur. On m'informe qu'aucun ordre n'interdit aux fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures tout contact avec des hauts représentants de la